Mendès renversé: Les BANQUES RESTENT au POUVOIR

Révélations sensationnelles du "LIBERTAIRE"

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

JEUDI 10 FEVRIER 1955
Cinquante-septième année. — N° 417
HEBDOMADAIRE. — Le N° : 20 Frs

SECTION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE LIBERTAIRE
Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE
RÉDACTION-ADMINISTRATION : 145, quai de Valmy, Paris (10e)
C.C.P. R. JOULIN, PARIS 5561.76

ABONNEMENTS
FRANCE-COLONIES : 52 nos : 1.000 fr.
26 nos : 500 fr. ; 13 nos : 250 fr.
AUTRES PAYS : 52 nos : 1.250 fr.
26 nos : 625 fr.
Pour tout changement d'adresse joindre 30 francs et la dernière bande

La faune parlementaire et les banques

Qui est derrière Mendès-France ?

Les banques GRADIS et SERVAN-SCHNEITER (propriétaires de l'Express) et la banque LAZARD (qui eut pour représentant Petsche, dont la femme, actuellement Mme Jacquinot, est née Lazard).

Qui est derrière René Mayer ?

Les banques ROTSCHILD qui ont fait élire leur homme, René Mayer, député de Constantine.

Qui est derrière Pleven et son ex-patron Jean Monnet ?

L'Union des BANQUES AMERICAINES.

*

QUE S'EST-IL PASSE ?

QUE SE PASSE-T-IL ?

En Indochine

Les ROTSCHILD, maîtres du Nord de l'Indochine voulaient poursuivre la guerre.

Mendès-France en traitant avec Ho Chi Minh avec l'appui du groupe Jacquinot, sacrifie les banques Rotschild en sauvant les intérêts des banques Gradis-Schneiter et Lazard dans le Sud-Vietnam !

En Afrique du Nord

Mendès qui a accepté les luttes pour l'autonomie tunisienne (les Rotschild contrôlent la Tunisie) voit l'extension des luttes à toute l'Afrique du Nord (y compris le Maroc où tout est entre les mains des Lazard-Gradis, etc... maîtres de Mendès et de nombre de parlementaires radicaux). Ceci explique la différence d'attitude de Mendès au Maroc et en Algérie d'une part, en Tunisie d'autre part.

Mais le développement de l'insurrection en Afrique du Nord (et les désordres au Sud-Vietnam qui inquiètent le groupe Lazard, vont faire perdre à Mendès-France ses alliés radicaux et c'est René Mayer, l'homme des Rotschild qui abat Mendès-France.

La décomposition de la bourgeoisie française pose le choix :

fascisme ou révolution ?

« REGLEMENT de comptes », écrivions-nous la semaine passée à propos des débats de l'Assemblée sur l'Afrique du Nord.

Nous avons pu voir en effet le radical René Mayer exécuter le radical Mendès-France. Le conflit a largement débordé la lutte entre les ultra-colonialistes et les néo-colonialistes et nous sommes en mesure de donner ici les raisons pour lesquelles même des partisans du néo-colonialisme ont pu voter contre Mendès.

Nos lecteurs en prendront connaissance ci-contre : les divers groupes bancaires n'étaient pas d'accord sur les mesures de répression ou sur les « réformes », mais le fond de la question était le suivant : Mendès, s'il défendait brutalement les intérêts de ses maîtres au Maroc basait sa politique de compromis et de bluff sur l'abandon des intérêts des banques Rotschild en Tunisie, sur leur défense « élastique » en Algérie, et se montrait incapable de défendre efficacement les intérêts de ses alliés de la banque Lazard au Sud-Vietnam.

Mendès devait donc trouver contre lui d'abord l'opposition systématique du M.R.P. Celui-ci n'a pas oublié l'armistice de Genève et la passivité de Mendès promise au Vatican pour le vote de l'extension de la loi cléricale Barangé n'a pu calmer sa rancœur. Ensuite l'opposition attendue des représentants des betteraviers et des commerçants que la politique de

G. FONTENIS.

(*Suite page 2, col. 5.*)

QUE SE PASSE-T-IL dans le P.C. Italien ?

La Conférence nationale du P.C.I. s'est tenue à Rome, du 9 au 14 décembre, et a revêtu une grande importance, d'abord parce que le P.C. italien compte plus de 2 millions d'inscrits, et surtout par les nouveautés qui ont précédé et suivi cette Conférence.

Certes, on avait pu vérifier déjà, dans le P.C.I., des éléments de crise, mais rapidement isolés par le caractère « droitier » de ces phénomènes ; rappelons-nous, par exemple, le cas des intellectuels « chrétiens communistes » d'Elio Vittorini, du député sicilien Luigi Silipo, en proie à un complexe religieux, des députés Cucchi et Magnani, démissionnaires à cause de la position « antinationale » du Parti. Mais des nouveautés du type de celles qui se sont manifestées à l'occasion de la 4e Conférence Nationale, il n'y en avait jamais eu.

Dans les semaines qui précédèrent la Conférence, dans les colonnes de l'organe du P.C., « L'Unité », parurent 43 articles écrits par des dirigeants et des militants de base. Articles qui mettaient en discussion toute la ligne politique du parti : depuis le problème de l'alliance avec les forces « nationales » et les catholiques, jusqu'à ceux de la ligne syndicale suivie par la C.G.I.L. (C.G.T. italienne), de la démocratie interne du Parti et de la politique générale. Dans beaucoup de ces articles se manifestèrent de nombreuses critiques pour certaines directives politiques et syndicales. Critique qui, en plus d'un point, ressemblaient à celles que les G.A.A.P. (section italienne de l'I.C.L.), depuis des années, ont adressé à la politique de collaboration de classe de la C.G.I.L. et des partis d'opposition. En outre, avant la tenue de la Conférence, circulaient des bruits insistants sur l'existence d'un courant d'opposition à l'intérieur du Parti, courant dont le chef était le vice-secrétaire national de ce Parti, PIETRO SECCHIA.

Après ces interventions préliminaires, la Conférence du P.C. se déroula officiellement (du travail des Commissions, qui occupa les après-midi des six jours du Congrès, il n'a été donné aucune nouvelle) sur le plan du plus plat conformisme. TOGLIATTI, dans ses conclusions, se référa, en le critiquant, au danger des positions maximalistes, au danger de l'extrémisme. Le secrétaire du P.S. italien, Pietro Nenni, dans un article paru dans « L'Avanti », revint sur le sujet, assurant à tout le peuple italien que la Conférence Nationale du P.C. avait démontré la constitutionnalité du Parti et sa fonction de frein à l' « anarchisme » potentiel de certains secteurs de la classe ouvrière !

Ce n'est pas tout. Les bruits autour d'une opposition de la part de Pietro Secchia paraissent confirmés par l'éloignement de celui-ci de la charge de vice-secrétaire, du Secrétariat et du poste de responsable national de l'organisation. A son poste fut nommé ARTURO COLOMBI, que Pietro Secchia alla remplacer comme secrétaire régional de la Lombardie. Aucun doute : une rétrogradation pour Secchia et un avancement pour Colombi. De plus, TERESA NOCE fut écartée comme membre de la Direction du Parti et des modifications furent apportées aux statuts, selon lesquelles

A. VINAZZA,
(Correspondant de l'I.C.L., Section Italienne).

(*Suite page 2, col. 1.*)

L'épidémie de variole fruit de la guerre d'Indochine

Nous allons encore faire sourire les rédacteurs de « l'Aurore » : « Ainsi donc les épidémies, les inondations, sont de la faute du gouvernement ! », pourront-ils ironiser. Eh oui ! messieurs Boussac, Michelin et consort, le gouvernement, votre gouvernement, c'est-à-dire vous-mêmes, avez une lourde responsabilité.

La variole est une maladie excessivement contagieuse qui ravageait l'Europe au moyen âge. Depuis les progrès de l'hygiène, de la médecine, la vaccination obligatoire, l'ont à peu près fait disparaître.

Mais ce fléau existe encore à l'état endémique en Asie, où notre civilisatrice colonisation, plus préoccupée de la récolte du riz et du caoutchouc que du bien-être des populations ne l'a pas encore fait disparaître.

Malgré les précautions prises, il restait de fortes chances pour que l'épidémie accompagne le retour du corps expéditionnaire. C'est ce qui est arrivé.

Évidemment, le gouvernement prend des mesures, la vaccination s'organise, les médecins font ce qu'ils peuvent, et les pharmaciens pas mal de bénéfices... il faut bien que, dans le pays, il reste des ouvriers vivants pour produire, des patrons en bonne santé pour en profiter et des soldats valides pour les protéger !

Mais si par malheur l'épidémie venait à s'emballer, que ferions-nous avec un équipement sanitaire insuffisant, avec des hôpitaux vétustes ? Espérons que comme pour les inondations nous aurons de la chance et que les dégâts seront limités.

« Gouverner, c'est prévoir ». Oui, Messieurs les chefs d'État, vous êtes responsables ! Votez un peu moins de crédits pour la guerre et un peu plus de crédits pour les hôpitaux ! Je sais, « ce n'est pas toujours possible », « il faut tenir compte des réalités », « on ne peut augmenter le budget de la Santé publique sans augmenter les impôts »...

C'est parce que « nous tenons compte des réalités », que nous savons que vous ne pouvez effectivement pas satisfaire les besoins de la population et contenter vos maîtres ; c'est pour cela que nous sommes révolutionnaires !

Jean LOUIS.

NOTA : Le vaccin est fabriqué par un monopole privé. L'ordre des médecins s'est fait attribuer tous les stocks de vacoin, empêchant ainsi que soient ouverts des centres de vaccination gratuite !

C'est ainsi que de nombreux médecins ont fait en une journée : 200 clients à 700 francs = 140.000 francs. Ça paye, la variole !

En Algérie Répression... répression...

● L'OPERATION « VERONIQUE »

Les demeures de Mohamed Berrahim, Mohamed Rahlaoui Ben Chaâbane, Amhed Bezegrari ben Righi, du douar Oulach, ont été incendiés et détruits par les occupants.

Sous prétexte qu'ils ravitaillaient des hommes armés, les habitants de Targa (fraction d'Oulach) ont été contraints d'abandonner leurs demeures.

Les populations des mechtas El-Hammam, Ouled-Moussa, Tadjara et El-Hadjadj, dans le douar Ichmoul, ont été, elles aussi, forcées d'évacuer, sans délai, leurs demeures.

Les populations dont le nombre a été grossi par les habitants d'autres mechtas évacuées ont abandonné les lieux sans pouvoir emporter ni effets ni provisions. Elles ne savent où se réfugier et aucune mesure n'a été prise pour les héberger en plein hiver.

● TROIS ARRESTATIONS A SIDI-BEL-ABBES

La police de Sidi-Bel-Abbès a arrêté trois personnes accusées de « sabotage de fils téléphoniques » dans la région de Baudens.

● 3 ARRESTATIONS A KRISTEL

Vers 2 heures de l'après-midi, mardi, le garde champêtre de Kristel fit convoquer verbalement trois personnes. A leur présentation, le garde avisa la gendarmerie de Saint-Cloud. Les trois personnes furent conduites dans les locaux de la gendarmerie où elles ont été mises immédiatement en état d'arrestation. On a gardé ces trois pères de famille jusqu'au lendemain 20 heures. Ces arrestations ont soulevé une profonde indignation.

● 3 ARRESTATIONS A SAINT-CLOUD

Mardi 25 janvier, la gendarmerie a arrêté trois personnes dont M. Benzaïr Mohamed, 54 ans, adepte de la secte Ben Abdel Baki, mutilé du travail et père de famille nombreuse. Emmené dans les locaux de la PRG d'Oran, il a été brutalisé. Il ne fut relâché que le 27 janvier ainsi que ses camarades. Un certificat de six jours d'incapacité de travail lui a été délivré.

● TROIS FEMMES VIOLEES A TIZI-OUZOU PAR DES MILITAIRES ET UN POLICIER

A 2 km 500 de Tizi Ouzou se trouve un dépôt « Stelline » gardé par l'armée et la police. A proximité, se trouvent une maison et deux tentes, habitées par des Arabes.

Quatre militaires et un policier, Wondera, sont entrés par effraction dans cette maison et ces tentes et, sous la menace de leurs armes, après avoir brutalisé les hommes, ont violé trois femmes !...

APRÈS LE DÉBAT A L'ASSEMBLÉE

Rien de changé en Afrique du Nord

AINSI, René Mayer, l'homme de l'union des banques Rothschild, est venu à bout de Mendès-France, l'homme des banques Gradis, Lazard, Servan Schreiber (1) et Cie (René Pleven, l'homme des banques américaines, s'est contenté de sourire avec bienveillance : il était arbitre).

Mendès, jusqu'au bout, aura joué le boy-scout. Jusqu'au bout, il aura voulu jouer l'homme parfaitement honnête ayant **« le peuple »** avec lui. Jusqu'au bout il aura voulu montrer ses mains parfaitement blanches, ses mains en dehors de toutes **« les basses combines des couloirs »**. Si quelque chose de mal a été fait en Afrique du Nord, c'est évidemment à son insu. Ce n'est pas sa faute. C'est l'œuvre des gros méchants qui jettent en douce **« les peaux de banane »** (voir à ce sujet la prose des chansonniers sur lesquels Mendès fondait de grands espoirs). Il est vrai que le président du Conseil avait le jeu facile car il connaissait parfaitement les **« dessous »** de ses adversaires.

Plusieurs fois, il a crié, magnanime : **« Voilà la vérité ! »** et la vérité est restée bien cachée au fond de son gosier fatigué par tant et tant de grands discours.

Ce débat sur l'Afrique du Nord donne une idée assez exacte de la décrépitude de la bourgeoisie et met bien en relief toutes ses contradictions.

Pendant ce temps, des millions d'êtres souffrent en Afrique du Nord et la bourgeoisie, qu'elle soit Mendésiste ou Mayériste, s'en moque bien. D'ailleurs, même si elle ne s'en moquait pas, elle serait bien incapable de faire quoi que ce soit, si ce n'est d'opprimer, d'exploiter de plus en plus pour conserver ses privilè-

Michel DONNET-MALLA.

(*Suite page 2, col. 1.*)

(1) On se souvient que « l'Express » (journal de la clique) a été saisi pour avoir publié le rapport des généraux Ely-Salan, ce rapport devait faciliter l'action de Mendès. Aujourd'hui, « l'Express » proteste avec François Mauriac contre les tortures infligées aux Marocains et publie une double page intitulée : « Les Maîtres de l'Algérie », extrêmement violente contre *Borgeaud*, ennemi de Mendès. « L'Express » se contente d'ailleurs de protester sans jamais aller au fond des choses. Un sentiment semble guider ce journal lorsqu'il parle des peuples d'Afrique du Nord, c'est celui de la *pitié*. Ces peuples n'ont pas besoin de la *pitié*, ils ont besoin de la solidarité des travailleurs français.

LA BELGIQUE COMMENCE LA FABRICATION DE BOMBES ATOMIQUES

Par delà les frontières la résistance des physiciens à l'utilisation de leurs travaux pour des fins criminelles s'organise. Nous avions raison de faire appel à la conscience des savants. Nous avons reçu quelques lettres que nous ne pouvons malheureusement publier, un chantage abominable étant exercé à l'encontre de certaines personnalités scientifiques. Voici des extraits d'une lettre d'un ingénieur belge qui désire garder l'anonymat.

... « *C'est tout récemment qu'un accord fut conclu entre la Belgique et les U.S.A., accord qui va permettre à la Belgique de développer considérablement ses installations de physique nucléaire. L'Amérique fournira tous les matériaux nécessaires, communiquera les renseignements dont on a besoin et s'engage à former les spécialistes qui auront à s'occuper de la pile.* »

... « *La Belgique est particulièrement gâtée, choyée par les U.S.A. Il est un fait qu'elle en est un des alliés les plus sûrs, et que d'autre part, elle lui fournit annuellement pas mal d'uranium.* »

... « *On leur fait des propositions alléchantes, et évidemment la plupart des universitaires se laissent tenter par l'appât d'un voyage en Amérique et d'une brillante carrière. Et quand la Belgique collaborera à la mise au point de bombes atomiques, personne ne trouvera rien à redire, parce que tout le monde y fera son beurre.*

« *Personne, sauf les travailleurs.* »

... « *La Belgique s'engage de plus en plus dans l'intégration au bloc américain et bien peu de voix s'élèvent pour protester. Dernièrement les accords de Paris sont passés devant les chambres et neuf représentants seulement se sont prononcés contre.* »

... « *Il y a encore beaucoup à faire ici. La propagande Communiste Libertaire vient bien à point.* »

Michel HULOT
(*Technicien au Commissariat à l'Energie atomique*)

RÉPRESSION CONTRE LES MILITANTS !

Nous avons relaté que la répression policière s'amplifie et s'organise contre nos camarades du « Libertaire ».

Deux nouveaux numéros du « Libertaire » (408 et 410) sont à leur tour poursuivis, toujours pour avoir défendu la RESISTANCE ALGERIENNE. Et cette fois, la police en profite pour convoquer de nouveaux camarades, rédacteurs du « Libertaire ». En dehors de FONTENIS, JOULIN, CARON, les camarades DONNET et PHILIPPE ont été aussi convoqués et ceci sans raisons valables.

Visiblement, la police cherche à connaître le fonctionnement interne de la F.C.L. et les militants responsables. POURQUOI ? si ce n'est pour pouvoir frapper à coup sûr le moment venu !

Nous dénonçons ces agissements des flics et des juges comme de pures méthodes fascistes qui visent à supprimer le droit d'opinion et d'appartenance politique. En conséquence, nous appelons tous nos camarades, dans tous les lieux où ils militent, au groupe, à l'usine, au chantier, au bureau, à dénoncer ces mesures et à organiser la Résistance.

Nous appelons d'autre part les camarades à refuser systématiquement de répondre aux convocations de la police qu'ils pourraient recevoir.

Il faut montrer que si la bourgeoisie pense nous intimider, ELLE SE TROMPE GROSSIEREMENT.

LE FASCISME NE PASSERA PAS !

●

Nota. — Dans un communiqué, LA VERITE informe que plusieurs de ses militants ont aussi été convoqués à la police judiciaire, sans que cette dernière puisse non plus en donner de raisons valables.

LA NUIT DE LA SOLIDARITÉ

organisée par les COMITES DE DEFENSE SOCIALE ET D'ENTRAIDE de la région parisienne, aura lieu le SAMEDI 12 FEVRIER 1955, de 21 heures à l'aube, salle SUSSET, 206, quai de Valmy (métro Jaurès).

AU PROGRAMME :

Pierre DAC, Jacques GRELLO, Robert ROCCA, Léo CAMPION, Jo ROSEN, LES ENFANTS D'EDOUARD, Laura BERGEN, Jane REINIER, Rachel LANTIER, FLEURIUS, Gisèle LERYS, etc.

Au piano : le compositeur Marcel ROCHARD.

Spectacle présenté par Geneviève CHASSIN et Bernard SALMONT.

DE MINUIT A L'AUBE

BAL DE NUIT.

MALENKOV démissionné

DEPUIS quelque temps, la propagande soviétique officielle, en était revenue aux slogans en faveur de l'industrie lourde et d'autre part le vote du budget en ce sens et dans le sens d'un accroissement des armements, laissait prévoir une nouvelle orientation de la politique du Kremlin.

Orientation décidée au Bureau Politique du P.C. de l'U.R.S.S. et sur les propositions de Khroutchev, Malenkov devait donc s'effacer, une autre politique devant être menée par un autre homme ou un autre clan.

Le Maréchal Boulganine a été « élu » à sa place.

Nous reviendrons plus tard sur cet événement, mais dès à présent nous pouvons tirer quelques conclusions :

P. PHILIPPE.

(*Suite page 2, col. 2.*)

LA SEMAINE PROCHAINE :

L'offensive cléricale à l'Assemblée contre l'école laïque par M. DONNET

Lisez "Le Manifeste du Communisme Libertaire" Prix 60 frs - Franco : 70 frs

Nous répondrons à la terreur par la terreur

CHEZ Ducellier (filiale de la firme américaine Bendix Aviation Corporation) les nervis de Paix et Liberté, organisés en bandes armées, suivant le modèle des Cagoulards, du Ku Klux Klan, etc., veulent imposer leur loi, c'est-à-dire la loi de la Direction. Ils lacèrent les avis des panneaux syndicaux, les remplacent par des affiches de Paix et Liberté, ils menacent les syndiqués. Ces hommes de mains — pour beaucoup d'anciens mercenaires de l'armée — veulent employer ici les méthodes qui font « la gloire de la France » en Indochine ou en Afrique du Nord.

Dans les conversations patronales franco-allemandes qui se sont déroulées parallèlement aux accords de Bonn et de Paris, le développement de ces organisations de police privée des entreprises a été envisagé. Bientôt le LIB donnera tous les détails sur le complot qui se trame.

Nous ne tolèrerons pas de telles pratiques.

C'est pour éviter ce retour à l'hitlérisme que les Communistes Libertaires **s'opposent — comme à Wagram — aux groupes fascistes sous toutes leurs formes. Il devient urgent que les organisations ouvrières, oubliant leurs divisions, s'unissent pour mettre hors d'état de nuire,** par tous les moyens qui s'avèreront nécessaires, **les bandes terroristes opérant pour le compte du patronat.**

N'est-il pas lamentable qu'au meeting du Rassemblement National à Wagram, il n'y ait eu que les Communistes Libertaires, **pour dire halte aux assassins. Que faisait le P.C.F. dont les orateurs du R.N. demandaient l'interdiction ainsi que l'emprisonnement de ses militants, le P.C.F. dont les permanences ont été récemment dynamitées par les fascistes, dont un convoyeur de l'**Humanité **est mort des suites d'une agression ? La direction du P.C.F. empêtrée dans « l'alliance avec les bons Français », abandonne-t-elle ses militants ?**

Le fait que certains fascistes soient aussi — pour des raisons différentes des nôtres — contre la C.E.D., impliquet-il une alliance avec eux ? Par ces alliances tactiques avec nos ennemis, le P.C.F. risque fort d'entraîner la classe ouvrière dans un guet-apens.

Dans une déclaration en date du 5 février 1955 le bureau politique du P.C.F. dénonce « le caractère réactionnaire de la politique de Mendès-France ». Les militants du P.C.F. n'oublieront pas que leurs députés ont voté l'investiture, puis qu'ils se sont abstenus, au lieu de voter contre, lors du vote des pleins pouvoirs. (Les pleins pouvoirs qui ont permis à Mendès de faire sa politique réactionnaire, de financer indirectement ces mouvements fascistes qui matraquent les ouvriers et demandent l'emprisonnement des militants ouvriers). Les travailleurs comprendront que la politique qui peut les mener à la révolution, c'est-à-dire à la justice sociale, n'est pas celle du parti communiste français, mais celle du parti des Communistes Libertaires.

Paul DUPAS.

P. C. Italien

(Suite de la première page)

la nomination des secrétaires se ferait sur décision de la Direction, organisme réduit, et non plus avec le Comité Central, plus nombreux et dont font partie des dirigeants de base.

Cela ne suffit pas encore. Avant la Conférence, des « Groupes d'Action Communiste », mal identifiés d'ailleurs, avaient envoyé ou fait parvenir à tous les délégués, aux secrétaires des Bourses du Travail, des sections du P.C., une brochure intitulée : « Lettre ouverte aux délégués à la 4e Conférence Nationale du P.C. italien ». Cette lettre affirmait que les diffuseurs ne se proposaient aucune action fractionniste, mais seulement un redressement du Parti. Elle contenait des critiques profondes de la politique de collaboration de classe, réformiste et opportuniste, des dirigeants, de l'immoralité de quelques-uns et du culte des chefs. Là encore (si nous exceptons la référence au pays du « socialisme ») on retrouve des points de contact avec les critiques que les G.A.A.P. adressèrent à la politique du P.C.

Par ailleurs, le document en question critiquait le système selon lequel avait été convoquée la Conférence Nationale du Parti (sur 1.200 délégués environ, tous désignés par les organismes supérieurs, au moins 650 étaient fonctionnaires du parti ou des syndicats), il critiquait également les violations des règles statutaires (tous les deux ans, il doit y avoir un Congrès et non une Conférence ayant lieu quatre ans après le dernier Congrès).

On ne peut sans doute fixer l'importance de la crise, mais l'authenticité de la « Lettre ouverte » est établie, elle reflète une réaction spontanée à l'intérieur du parti, même si la presse et les dirigeants du P. C. s'efforcent de démontrer le contraire.

Un autre fait important, c'est le cas de Giulio Seniga, ex-secrétaire personnel de Pietro Secchia ; il envoya après la Conférence, à la presse bourgeoise une lettre dans laquelle, après avoir démenti les bruits selon lesquels il aurait puisé dans la caisse du P. C., il affirmait faire partie des « Groupes d'Action Communiste », étant cependant encore inscrit au parti. Et Seniga n'a pas été exclu du P.C. ! Pourquoi ? Peut-on supposer que le courant d' « Action Communiste » est si fort qu'il contrebalance le courant Togliatti au sein du P. C. ?

Certes, il est difficile de formuler un jugement définitif sur ce qui se passe dans le P. C. italien : il faut en attendre le développement et la conclusion et suivre attentivement les développements ultérieurs qui peuvent se présenter dans le cas Secchia-Seniga.

Malenkov démissionné

(Suite de la première page.)

L'ECONOMIE NE FONCTIONNE PAS DAVANTAGE EN U. R. S. S. QUE DANS LES PAYS DE CAPITALISME CLASSIQUE !

Malenkov avait essayé de donner la primauté aux industries destinées à améliorer le niveau de vie du peuple russe : « la politique agricole ».

L'échec de cette tentative montre que, comme dans les pays capitalistes occidentaux, les dirigeants staliniens sont contraints à l'économie de guerre, ce qui prouve que la CRISE ECONOMIQUE règne à l'état latent en Russie, comme dans les pays capitalistes classiques.

Pour justifier, aux yeux du monde, ce retour à l'économie de guerre totale en Russie, les dirigeants russes redécouvrent soudain aujourd'hui que les U.S.A. préparent frénétiquement la guerre...

Et *l'Humanité* a fort bien compris le changement, puisque P. Courtade écrit dans ce journal du 9-2-55, que le gouvernement de l'U.R.S.S. est prêt à mettre tout en œuvre pour que soit renforcée la capacité de défense du pays.

Ainsi, ce chamboulement dans la direction du Kremlin doit permettre de détruire un peu plus le mythe de la Russie à « l'économie planifiée, donc sans contradictions ».

Le système capitaliste, qu'il soit privé ou d'Etat, est en butte aux mêmes contradictions internes fondamentales et il n'existe qu'un système pour les réduire momentanément : LA FABRICATION MASSIVE DE MATERIEL DE GUERRE. Celle-ci se traduit sur le plan pratique par le MILITARISME et la COURSE A LA GUERRE..., malgré les déclarations grandiloquentes sur la Paix et sur la coexistence pacifique.

Le fond même que la politique mondiale reste la lutte entre les deux blocs, quelles que soient les périodes d'accalmie ou de virulence, et le combat à mener par le prolétariat reste celui du IIIe Front Révolutionnaire.

Algérie

(Suite de la première page.)

ges. Emprisonnée dans ses contradictions, elle ne peut trouver de solution **parce qu'en elle, il n'y a pas de solution.** Le prolétariat vient de faire l'expérience Mendès. La leçon portera ses fruits. La bourgeoisie s'est enfoncée davantage dans ses contradictions, le prolétariat a pris davantage conscience du rôle qu'il doit jouer dans les années qui viennent.

*

Une fois pourtant Mendès, au cours du débat, a voulu révéler quelque chose. Interrogé sur les prisons au Maroc, il a répondu :

« Les prisons au Maroc ? Lorsque le Gouvernement est venu au pouvoir, nous avons trouvé des prisonniers qui étaient enfermés depuis quatre ans. Nous avons même trouvé un enfant de huit ans qui était là depuis douze mois. C'est à ce gouvernement-là que vous auriez dû demander des explications. C'est à ce gouvernement que vous auriez dû vous adresser pour parler de prisons pleines et de répression ! »

M. Coste-Floret veut répondre.

M. MENDES-FRANCE. — Oui, je me demandais, M. Coste-Floret, si vous étiez, vous, et quelques autres, qualifié pour jouer les procureurs.

« M. Maurice Schumann (ce dernier était secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères dans le gouvernement précédent) sait fort bien que je ne dis pas le pire. Il y a des choses qu'on ne peut pas dire à une tribune publique. »

C'est sans doute, partant de ce dernier principe, que le président du Conseil et son ministre de l'Intérieur font interroger les rédacteurs de notre journal à la brigade criminelle lorsqu'ils écrivent ces vérités **« qu'il ne faut pas dire ! »**

*

Le M.R.P. demande qu'en Algérie **« soit rapidement réalisée une politique de complète égalité des droits et des devoirs dans le cadre de la République française en soulignant l'urgente nécessité d'appliquer toutes les dispositions contenues dans le statut de l'Algérie ».**

Encore des paroles qui ne peuvent être suivies d'aucun acte. Plus que jamais, solidarité avec les peuples d'Afrique du Nord.

Le gérant : Robert JOULIN

Impr. Centrale du Croissant 19, rue du Croissant, Paris-2e.

TRAVAILLEURS AU COMBAT

EN FRANCE

DOCKERS

L'augmentation de 7 fr. de l'heure proposée en décembre par les patrons avait été jugée insuffisante.

Les pourparlers à travers la Commission paritaire Nationale, rompus, un conciliateur Le Hénaff. fut nommé pour « arranger » les choses, car l'affaire traînait. Mais... l'agitation se maintenait. Un accord vient d'intervenir et qui comporte 2 décisions essentielles.

« ● Le salaire national défini par l'accord de 1951 est majoré de 10 fr. de l'heure pour tous, qu'ils travaillent sans rendement, au rendement, à la tâche, aux pièces ou à forfait ».

« ● En cas de conflit une procédure spéciale (!) est instaurée : une première conciliation aura lieu avec la participation des ingénieurs en chef des ports ; ensuite à la demande des 2 parties, sera désigné un « conciliateur » qui accomplira une mission d'enquête et d'information ; enfin dernier recours, le ministre des Travaux publics fera connaître sa recommandations aux deux partis. »

On chercherait en vain, dans la presse ouvrière et syndicale (qui crie à la victoire) toute dénonciation de cette deuxième clause qui vise à asphixier au départ toute action chez les dockers, en traitant à l'échelon local.

Camarades dockers liquidez la bureaucratie syndicale traître ; rejoignez l'Inter-Groupe des dockers de la F.G.L.

MINES

● Après 4 jours de grève, 70 ouvriers du roulage de la mine d'Angervillers ont obtenu une augmentation de 10 fr. de l'heure.

● Réuni en Conférence régionale à Auboué le 30 janvier, 223 délégués des ouvriers de Régie des mines de fer de l'Est ont décidé : 1) Le refus de toute peine supplémentaire ; 2) Le respec integral du règlement sur la sécurité. Un cahier de revendications a été déposé à la Chambre patronale et au service des Mines. Depuis deux mois déjà les ouvriers des ateliers d'Hussigny, de Godbrange, de Tiercellet refusent les heures supplémentaires, malgré les salaires de misère de 9 à 15.000 par quinzaine.

PAYSANS

● Le monde des producteurs et des salariés agricoles a déclenché un mouvement de protestation dans la région de Lille. Les C.R.S. ont employé crosses de mousqueton et grenades lacrymogènes. Deux ouvriers agricoles ont été arrêtés et condamnés à des peines de prison. L'agitation persiste et des barrages sur les routes ont bloqué la circulation.

DOUANES

● La grève du zèle se poursuit et les syndicats estiment à 9 milliards 200 millions les pertes subies par le Trésor depuis le 15 décembre.

P.T.T.

La journée revendicative du 8 février a montré que les travailleurs de cette corporation sont décidés à obtenir la satisfaction de leurs revendications et étaient capables, pour cela, d'actions de grande envergure.

Peu à peu, l'action s'organise et se généralise. On a enregistré de nombreux débrayages de 24 heures et partout une volonté unanime d'en finir avec la situation intolérable qui est faite aux postiers.

Demain, le Gouvernement devra céder devant la volonté des gars des P.T.T. qui sont prêts à des formes de lutte bien plus efficaces, telles que la grève totale, jusqu'à l'aboutissement des revendications.

DANS LE MONDE

ANGLETERRE

De nouvelles méthodes d'embauche ont déclenché un mouvement de grève qui affecte plus de 3.000 dockers du port de Glasgow.

BELGIQUE

« Nous voulons de l'augmentation », c'est ce que viennent de décider quelque 120 pilotes de navires, du port d'Anvers, dont l'action paralyse une soixantaine de navires.

ITALIE

La grève entre dans sa 3e semaine dans les secteurs industriels de Gênes-Sestri, elle a entraîné 10.000 ouvriers dans la lutte. Carabiniers et autres énergumènes ont fait usage des bombes lacrymogènes, causant des blessés parmi les travailleurs. Une délégtion de femmes s'est rendue à la Préfecture pour protester contre les brutalités policières.

TUNISIE

Aux mines de phosphates de Maularès, 1.350 mineurs se sont mis en grève le 3 février, à l'appel des syndicats U.S.T.T. et U.G.T.T., contre les normes de travail trop élevées.

ALGERIE

Les chauffeurs de taxi d'Alger ont manifesté, par la grève, leur opposition à toute intrusion des bourreaux de la Gestapo algérienne, dans leur travail. L'Administration vient de décider que « les clients désirant se rendre hors de l'agglomération algéroise devront désormais se faire inscrire sur des registres visés par les commissariats de police » !

GRANDE-BRETAGNE

L'industrie britannique a perdu, en 1954, plus de jours de travail par des conflits sociaux que durant aucune autre année depuis 1945. Le Ministère du Travail a révélé que deux millions quatre cent soixante-dix mille jours de travail ont été perdus par suite de grèves, qui ont surtout affecté l'industrie des transports. (Reuter)

(« Le Monde », 28 janvier 1955, page 3, dernière colonne.)

M. MULOT.

Des Correspondants du "LIB"

Conjuration de la Direction Générale de l'Assistance Publique et de l'Eglise

Contre les travailleurs des Hôpitaux

(Suite du numéro précédent.)

Nous y répondons clairement, nous, communistes libertaires !

1° Pour permettre à l'Eglise catholique de développer ses œuvres privées d'assistance médicale et sociale ; pour permettre aux sœurs de Charité, de la Providence, de la Visitation, ou aux frères de Ste Camille, etc... d'apporter leurs soins dans leurs hôpitaux, ou à domicile, tout en faisant leur propagande religieuse ;

2° De permettre aux gros margoulins (Blanchisserie de Grenelle) de laver le linge des hôpitaux en faisant de gros bénéfices. En employant des Nord-Africains à tarif très réduit). De même, l'Entreprise de peinture « La Concorde » fait de gros bénéfices en SABOTANT LE TRAVAIL et en payant ses peintres aux tarifs les plus bas.

De même pour les lingeries et Raccomodages, l'A.P. cherche aussi un gros Margoulin, à moins que ce soit un Ouvroir de Filles de la Charité qui confectionne et raccommode son linge, **gratuitement si possible** ! (comme les détenues des travaux forcés, c'était ainsi autrefois à la Salpétrière et à Bicêtre).

Et vous, monsieur Xavier Leclainche, Directeur général de votre état, (nous vous contestons le titre de docteur) vous êtes bien totalement contre les malades et le personnel.

Vous ferez encore davantage d'économies ! Vous pourrez rendre non pas **420 millions pris sur le Budget** de l'A.P., mais 840 millions que vous pourrez donner au Préfet pour payer les flics et les mouchards !

C'est une honte ! Voilà deux années de suite que ce sale monsieur se permet de prélever des sommes sur le Budget de l'A.P. pour remettre à la Préfecture (en 1953, 380 millions)...

Quand on voit tout le travail de construction qu'il y a à faire, soit :

Au moins, 50 crèches, 1.000 lits ;
1 hôpital d'enfants, 1.000 lits ;
2 hôpitaux (dont un de secours), 2.000 lits ;
2 sanas (1.000 lits) ;
4 maisons de Retraite (8.000 lits) ;
2 maisons de convalescence (1.200 lits), plus une Blanchisserie et une Lingerie (confection et raccomodage).

Nous pensons que tous les habitants de la Seine et de la Seine-et-Oise doivent être informés de ces agissements. Nous pensons que tous les habitants se doivent de faire pression par tous les moyens sur les élus municipaux de la Ville de Paris et du Conseil général ainsi que sur la Direction générale de l'A.P.

De plus nous pensons que le grand Syndicat C.G.T. de l'A.P. doit mettre tout en œuvre pour dénoncer de pareils faits devant l'opinion publique.

Quant à nous, communistes libertaires des hôpitaux, nous nous y emploierons de toutes nos forces.

Nous savons que de dénoncer de tels faits, c'est œuvrer vers l'acheminement de la Société Communiste Libertaire !

Vu la circulaire administrative de la Seine et de l'A. P., interdisant à un membre du personnel d'écrire dans un journal politique des faits qui se passent dans ces administrations, sous peine de sanctions allant du blâme à la mise à pied et même à la révocation. Ce texte a été rédigé par l'INTER-GROUPE F.C.L. des hôpitaux.

Ils se sucrent...

Il s'agit des actionnaires de la Raffinerie Say, Paris (13e).

Le Conseil d'administration annonce, qu'après déduction des frais et charges et des provisions, « le bénéfice net de l'exercice clos le 30 septembre 1954 ressort à 804 millions 855.000 fr., contre 687.637.000 fr. ». En conséquence, annonce-t-il, il va répartir un dividende brut de 605 francs par action, contre 540 pour l'exercice 1952-1953 !

Comme on le voit, l'entreprise-bagne du boulevard de la Gare est en pleine prospérité. Il n'est pas inutile de rappeler que Pierre de Gaulle, député R.P.F., en est un des principaux actionnaires.

(Correspondant du 13e.)

Avertissement aux travailleurs

PAS DE HAUSSE GÉNÉRALISÉE DES SALAIRES EN 1955

C'est du moins ce qu'a décidé, dans son assemblée générale du 18 janvier, le Comité National du Patronat Français (C.N.P.F.). L'organisme directeur du grand patronat s'est déclaré opposé à toute hausse générale des salaires pour 1955, qui se traduirait par un accroissement de la consommation. L'augmentation de la productivité (si elle a lieu) doit se traduire par l'amplification de l'équipement et l'accroissement des exportations.

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner si lors des discussions des Conventions Collectives les délégations patronales s'opposent à toute augmentation sérieuse des salaires.

Au « rendez-vous d'octobre » Mendès-France berna les travailleurs, au « rendez-vous d'avril » son successeur se chargera de les endormir une fois de plus.

Nous voilà donc avertis, à nous d'agir en conséquence.

A l'Unité dans le refus de la part des capitalistes, réalisons l'Unité dans l'Action, et le C.N.P.F. capitulera.

ESTEVE, *correspondant.*

Le Capitalisme ? C'est la Société du crime

ANGLETERRE

● Les chalutiers britanniques *Laella* et *Roderigo* ont sombré corps et biens, dans la tempête, avec quarante hommes d'équipage ; ils laissent plus de 20 orphelins.

ITALIE

● *L'explosion « prématurée » d'une charge de dynamite au chantier de construction d'une centrale électrique dans la vallée de Gognaco, a tué deux ouvriers.*

IRAN

● Un chalutier, désemparé par la tempête, a coulé avec onze pêcheurs à bord, au large du port de Pahlair sur la mer Caspienne.

JAPON

● *Une explosion a fait plus de quinze morts et de nombreux blessés parmi les ouvriers employés à la construction d'un barrage à Akiba près de Tatsukawa.*

INDES

● Dix mineurs ont été tués et huit autres blessés lors d'un effondrement qui s'est produit dans les galeries des charbonnages (près de Calcutta), et au-dessus desquelles étaient construits leurs cantonnements !

Cinquante-cinq autres travailleurs de la mine ont trouvé la mort aux charbonnages d'Amlabad près de Jharja, à la suite d'une « explosion » souterraine.

FRANCE

● A Dieppe, les familles de pêcheurs maudissent à nouveau la guerre et ses marchands de canons : le chalutier *Abraham-Duquesne* a sauté sur une mine ramenée dans ses filets. Quinze marins de plus « disparus en mer » !

● A Metz, au puits Gargan, à la mine de Petite-Rosselle, la chute d'un bloc de charbon a écrasé un mineur, et blessé gravement un autre.

● Au puits de Vupilleux de Saint-Etienne un mineur a été victime d'un accident mortel à la suite de la rupture d'un chapeau totalement pourri.

● Le jeune R. Dezevilla est mort des suites d'un accident de la mine où il arrachait le charbon Il avait seize ans.

● Un ouvrier de chai, J. Adam, de Maisons-Alfort en nettoyant une cuve aux entrepôts de Bercy, est mort asphyxié par l'oxyde de carbone.

● J. Franck, un vieux travailleur de soixante-sept ans, habitait à Lens. Il était atteint d'un mal, la silicose, contracté par plus de quarante ans à la mine. Franck a mis fin à ses souffrances en se pendant...

Fascisme ou Révolution

(Suite de la première page)

bluff, de demi-promesses et de demi-menaces a inquiétés. Puis l'opposition de la grosse industrie, des Ricard et des Villiers du C.N.P.F., qui ont depuis un certain temps crié « halte ». L'opposition enfin des banques américaines représentées par Pleven et ses amis et l'opposition Rotschild menée de l'intérieur du parti radical (ces deux derniers groupes d'opposants unis momentanément bien que le but des banques américaines soit l'absorption des Rotschild en vue d'une main-mise plus complète sur l'Europe, ce qui promet pour l'avenir de belles luttes « idéologiques » à l'Assemblée !)

Les astuces de Mendès ne pouvaient résister à un pareil assaut et seuls, ceux qui croient encore que les groupes parlementaires représentent des « idées » ou les intérêts des électeurs, n'ont pu comprendre ce qui vient de se passer à l'Assemblée.

*

Mendès avait voulu sauver le régime : au Congrès radical, l'an passé, n'avait-il pas dit « Nous sommes en 1788 » » Il pensait obtenir assez de petits sacrifices des divers clans de la bourgeoisie pour sauver les intérêts essentiels de cette bourgeoisie. Mais il fallait pour cela un « pouvoir fort » et les grands féodaux de la classe bourgeoise française, effrayés déjà des pleins pouvoirs et des projets économiques Mendès n'ont pu supporter la moindre atteinte à leurs privilèges.

De toute façon, dans le décor dévalué de l'économie française, la politique Mendès ne pouvait être qu'un rêve, nous l'avons démontré maintes fois, mais le refus de la bourgeoisie n'est pas le fruit de réflexions conscientes à ce propos. Tout simplement, les féodalités capitalistes, une fois passés les plus difficiles moments (le désastre indochinois, par exemple), ne peuvent accepter de sacrifices, même momentanés et secondaires. Leur propre mouvement les conduit ainsi à leur perte et ce sera demain un Pinay quelconque qui viendra présider au prolongement de l'agonie de la bourgeoisie française.

Il est démontré clairement aujourd'hui, non seulement qu'une politique « progressive » est impossible, mais encore que la bourgeoisie elle-même ne veut pas d'une politique capable pourtant de prolonger son existence.

Que diront les hommes de la Nouvelle Gauche ? Laisseront-ils croire encore — peuvent-ils être dupes ? — que la France capitaliste puisse être gourvernée par quelqu'un d'autre que par les banques et la grosse industrie ?

*

Quant à nous, révolutionnaires, nous devons avoir deux vues constamment présentes à l'esprit : l'une, c'est que la bourgeoisie peut s'unir, dans les cas graves, malgré sa répugnance, et accepter le pouvoir fasciste qui tente de la sauver ; l'autre, c'est que l'agonie du système pose le problème de la succession, pose le problème de la Révolution Sociale et de ses tâches gigantesques.

Cela impose aux militants que nous sommes le devoir de nous donner tout entiers au combat pour la montée de la combattivité et de la conscience des exploités, pour le développement d'une avant-garde solide et prête à tout : contre le fascisme, pour la Révolution Communiste Libertaire.

Souscription permanente

MOIS DE FÉVRIER

Lafont	200	Vincent	1.000	Robert	500	Chancelle	100
Teofoldi	500	Poncet	100	Paul	500	G. Lefèvre	580
Céas	100	G. C. L. Nar-		Richac	500	Place des Fêtes	230
Coudert	500	bonne	2.500	Vesseix	1.000	X...	1.455
Mme Laurent.	1.000	Vapaille	200	Calvarin	500	X...	30
Duhamel	500	R. Fontaine	100	Ducerf	30	Vendeur Mont-	
Rondy	100	Marc	300	G. Philippe	300	parnasse	105
Perrais	200	Pires	500	Lafond	200	Paris 19e	150
Guillon	500	Un passant	200	Pastre	500	Paris 18e	300
Chazelas	100	X...	85	Fêtes	180	X...	40
Planes	200	X...	60	Paris 15e	600	X...	500
Baudot	500	Ferrec	2.000	Un camarade.	100	Lecteurs Cha-	
Claude M.	500	Gpe du 14e	3.000	X...	500	renton et Pte	
P. Detan	1.000	X...	1.000	Un ouvrier	80	d'Italie	220
E. Marius	1.000	X...	500	Baudin G.	1.000	B. Saïd	200
Fougeray	200	Pour 4 pages.	2.000	Vallet M.	500	Place des Fêtes	220
Prénat	1.000	Sicort	1.000	Doury J.	500	Montparnasse	90
				Raymond	200	Vallet	500
				Puig	1.000	Doury	500
				Belleville	40	Gpe 11e	200
				Deshayes	200	Côte du Rh.	100
				Carteret	1.520	Monot	380
				Place des Fêtes	320	Gpe 19e	100

Comité de lutte contre la répression colonialiste

REUNION PUBLIQUE

LE VENDREDI 11 FÉVRIER 1955

A 21 HEURES

CAFE DE LA MAIRIE

2, PLACE D'ITALIE

Communiqué

Le lecteur nous ayant relaté la grève de Poliet et Chausson à Gargenville dans le n° 415 du 27-1-55 peut-il nous communiquer son adresse ? Merci.

Inter-Groupe F.C.L.
Bâtiment et T.P.

« JEUNE REVOLUTIONNAIRE »

N° 8 (Février) vient de paraître

ABONNEZ-VOUS !

6 mois : 100 fr.; 1 an : 200 fr.

C.C.P. « Jeune Révolutionnaire » Paris 11.772-56.

SOUSCRIPTION EXCEPTIONNELLE

DE JANVIER

François	500	Bardot	1.000
Genaudet	500	Favier	1.000
Riveillac	500	Dubois	1.000
Deleuze	1.000	Dumas	1.000
Gpe Institut.	5.000	Jeanne C.	1.000
Fontenis	500	Rivière	1.000
Lalle	1.000	M. Font	1.000
Charier	1.000		18.000
Tranier	1.000		

Nous rappelons aux camarades que la souscription exceptionnelle était destinée à payer des traites mensuelles de 40.000 francs sur la dette que nous avons chez l'Imprimeur. Il reste encore à ce jour un nombre important de ces traites à payer. Si la souscription exceptionnelle continue à diminuer chaque mois (pour le mois de janvier 18.000 au lieu de 40.000 !), la vie du « Lib » va se trouver de nouveau en danger.

Aux camarades de juger.